

## PRODUCTION DE L'ÉLECTRICITÉ

# L'importation, option inévitable ?

**Rattrapé par la dure réalité du terrain, le ministre de l'Énergie a fini par reconnaître que seul l'investissement dans les centrales électriques pouvait permettre à terme de répondre aux besoins de l'Algérie en électricité. Après avoir compté sur l'apport des Américains, Khelil met aujourd'hui la pression sur les producteurs d'électricité indépendants en charge de mettre en place des centrales. Il reconnaît que si des retards sont enregistrés dans la mise en œuvre, l'Algérie n'aura d'autres alternatives que d'importer de l'électricité.**

**Nawel Imès - Alger (Le Soir)** - En visite lundi au site qui doit abriter la centrale électrique en cycle combiné de Hadjret Ennous (Tipaza), le ministre de l'Énergie n'a pas caché son inquiétude.

Le chantier dont le taux d'avancement est estimé à 95% connaît un retard de 5 mois. Une situation qui inquiète le premier responsable du secteur puisque cette infrastructure est censée renforcer les capacités

de production. Selon les prévisions, la production de l'électricité par les producteurs d'électricité indépendants représentera 30% de la production nationale en 2010. Un apport qui sera salubre car les analyses démontrent que la demande en énergie électrique en Algérie devrait connaître une croissance de 6,7% annuellement.

Le plus gros de la consommation d'énergie électrique ainsi que

les plus grands centres de production électrique de type thermique vapeur sont concentrés dans la partie nord du pays, où est domiciliée la majeure partie de la population et de l'activité économique.

Les ventes d'électricité haute tension et moyenne tension ont augmenté en une décennie respectivement de 43% et 63%. L'utilisation de l'électricité par les ménages connaît une hausse vertigineuse, représentant la moitié de la consommation énergétique du pays en 2005.

Par secteur d'activité, celui des hydrocarbures est le plus gros consommateur d'électricité avec une part de 47% de la consommation haute tension, suivi par le secteur des matériaux de construction (24%) et le secteur des industries sidérurgiques, métallurgiques,

mécaniques et électriques (21%). Pour faire face à l'augmentation de la demande électrique, une dizaine de centrales devront voir le jour d'ici 2010. La Sonelgaz a élaboré un plan d'investissements de l'ordre de 5,2 milliards d'USD, les partenaires du groupe devant, quant à eux, assurer près de 1,3 milliard d'USD de participation. Actuellement, les capacités de production de l'Algérie sont estimées à 7 077 mégawatts mais de fréquentes perturbations dans la distribution du fait d'une demande sans cesse croissante. Régulièrement, la Sonelgaz est obligée de recourir au délestage mais visiblement le pire pourra survenir si les projets mis sur les rails connaissent le même retard que celui de Hadjret Ennous.

Il existe cependant une autre alternative, celle de compter sur les interconnexions avec les pays voisins, notamment ceux membres de l'UMA. En juillet dernier, l'Algérie et le Maroc se sont engagés à se secourir mutuellement en cas de panne sur l'un des deux réseaux électriques. Le contrat d'échange d'énergie, signé en marge de la tenue de la 8<sup>e</sup> session du Conseil ministériel maghrébin de l'énergie et des mines entre le P-dg du groupe Sonelgaz et le directeur de l'Office national de l'électricité marocain (ONE), met en place une solidarité qui sera activée à la demande de l'un ou de l'autre en cas de défaillance du réseau national.

Une option qui risque d'être difficile à concrétiser au regard des difficultés que connaissent les pays sur lesquels l'Algérie compte en cas de panne.

## APRÈS UN REcul DE 6 DOLLARS

# LA VEILLE Les cours du pétrole gagnaient hier 2 dollars

Les prix du pétrole remontaient hier dans le contexte de crise financière et de craintes sur la demande. Le baril de Brent de la mer du Nord (livraison en novembre) s'échangeait à 85,76 dollars, grimant de 2,08 dollars par rapport à son cours de clôture. Le baril de light sweet crude pour la même échéance valait 90,55 dollars, prenant 2,74 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). La veille, les prix ont reculé plus de six dollars à Londres et à New York pour tomber à leurs plus bas niveaux depuis huit mois, soit 87,56 dollars à New York et 83,36 dollars à Londres. Depuis leurs records historiques du 11 juillet dernier (147,50 dollars à Londres et 147,27 dollars à New York), les prix de l'or noir ont cédé près de 40%.

### Les spéculations, l'offre et la demande...

Les investisseurs profitaient hier matin de la baisse des cours pour revenir à l'achat. Les prix étaient également soutenus par des spéculations autour d'une possible baisse de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Par ailleurs, face à la dégringolade des cours, sans doute amortie par un très net regain du dollar face aux autres devises, les producteurs pétroliers commencent en effet à manifester leur inquiétude. Pour le ministre de l'Énergie et des Mines et président en exercice de l'Opep, Chakib Khelil, «dans les mois à venir seules l'offre et la demande vont réguler ce marché».

### L'Opep interpellée

S'agissant de la gestion des effets de la crise financière sur le marché pétrolier, le ministre avait ajouté qu'une décision appropriée pour stabiliser les prix sera prise par l'organisation lors de sa réunion extraordinaire prévue le 17 décembre prochain à Oran.

En notant que le prix du panier Opep, regroupant les 13 pétroles bruts de référence du cartel, avait enregistré lundi une baisse de plus de 4 dollars par rapport à son cours de clôture vendredi.

Ce panier Opep a reculé de 4,80 dollars pour s'établir à 81,57 dollars le baril lundi contre 86,37 dollars le baril vendredi à la clôture hebdomadaire des marchés. Et cela que la Libye a appelé hier tous les pays producteurs, Opep et non Opep, à réduire leur production «pour sauvegarder leurs intérêts» si la baisse des prix de l'or noir se confirme» et à prendre des mesures pour contrer la détérioration des cours.

### Quid de l'Algérie ?

Même si l'Algérie est assurée, selon Chakib Khelil, d'enregistrer 80 milliards de dollars de recettes d'exportation en 2008, le risque demeure cependant patent d'une chute drastique de nos revenus à court terme. Si le prix du pétrole brut continue de plonger durablement vers les 80 dollars, il risque de retarder, voire de mettre en péril la réalisation de grands projets pétroliers d'exploration - production dans le monde.

Et de compromettre la réalisation des programmes de développement en cours et à venir dans notre pays, nonobstant l'optimisme béat, incompréhensible, de nos autorités monétaires et financière.

C. B. / Agences de presse

## Ce que prévoit Sonelgaz

Pour répondre à une demande sans cesse croissante, le plan d'investissement mis en place par la Sonelgaz à l'horizon 2017 s'élève à 19,8 milliards US\$ dont 7,5 milliards pour la réalisation de centrales thermiques au gaz et pas moins de 12,3 milliards US\$ pour le transport et la distribution de l'électricité et du gaz.

Le groupe a lancé un appel d'offres international pour la réalisation de sept nouvelles centrales électriques turbines à gaz réparties sur le centre, l'est et l'ouest du pays. Au total, grâce à ce plan d'urgence, le parc de production de Sonelgaz sera renforcé de près de 2000 mW et aura comblé toute la puissance d'ici à 2009. En partenariat avec Sonatrach, Sonelgaz a lancé également les centrales de Kouidiet Edraouch et de Terga d'une puissance totale de 1200 mW chacune. Ces mégacentrales viendront, elles, répondre à la demande énergétique à l'horizon 2012.

N. I.

## L'apport des producteurs d'électricité indépendants

En mettant un terme au monopole de Sonelgaz sur la production et la distribution de l'électricité, la loi du 5 février 2002 a permis l'émergence de plusieurs projets de producteurs indépendants d'électricité. C'est ainsi que la société Kahrama, dont le capital est détenu par l'américain Black & Veatch à hauteur de 80%, a réalisé une usine combinée de production d'électricité et de dessalement d'eau de mer à Arzew, que la société Shariket Kahraba Skikda a été créée pour développer le projet de centrale électrique de 825 mW de Skikda. Son capital est détenu à 20% par SNC Lavalin alors que 80% sont répartis entre la Sonatrach, la Sonelgaz et AEC et enfin Shariket Kahraba Hadjret Ennous, détenue à 51% par le consortium canado-émirati SNC Lavalin-Mubadala, et à 49% par l'AEC pour la construction et l'exploitation de la centrale de Hadjret Ennous de 1200 mW.

N. I.

## LA CRISE FINANCIÈRE SE PROPAGE À L'EUROPE ET À L'ASIE

# Les Bourses dans le rouge, les gouvernements tentent de réagir

**La crise financière internationale ne cesse de se propager, notamment vers l'Europe et l'Asie. Dans ce contexte où les Bourses mondiales sont dans le rouge, les gouvernements, notamment européens, tentent de réagir.**

Vendredi dernier, le Congrès américain avait adopté un plan de sauvetage bancaire visant l'assainissement du système financier américain. Il s'agit de racheter jusqu'à 700 milliards de dollars d'actifs invendables accumulés par les banques au cours de la dernière bulle immobilière. Première étape de ce plan, le lancement par le Trésor américain, lundi dernier, de trois appels d'offres devant permettre de trouver des gestionnaires d'actifs privés chargés de sa mise en œuvre. Toutefois, les effets de ce plan se font attendre alors que les établissements financiers sont pris à la gorge par l'assèchement du crédit sur les marchés mondiaux.

### La panique boursière perdue

De fait, les marchés financiers restent secoués aux Etats-Unis et dans le monde et ont connu avant-hier un nouveau lundi noir, caractérisés par une panique générale et les craintes d'un effet domino. Avant-hier, Wall Street a frôlé la catastrophe. Après avoir perdu plus de 7% en séance, le Dow Jones a limité ses pertes à 3,58% à New York en clôture, terminant sous les 10 000 points pour la première fois depuis octobre 2004.

La Bourse de New York a ouvert pourtant en hausse mardi, après que la Réserve fédérale eut annoncé des mesures en faveur du finance-

ment des entreprises : le Dow Jones prenait 1,44% et le Nasdaq 0,76% vers 13h40.

### Chute en Europe

Cette crise financière se propage également à l'Europe et à l'Asie. Après avoir ouvert hier en hausse, au lendemain d'un plongeon historique, les Bourses européennes sont presque toutes repassées dans le rouge peu après, plombées par les valeurs bancaires. Très hésitante était la Bourse de Paris, où l'indice boursier le CAC 40, après avoir ouvert en nette hausse de 2,66%, a abandonné 0,20% vers 8h20 (GMT) puis a grignoté 0,04% à 8h32 GMT à 3 713,56 points. La veille, le CAC 40 avait dévié de 9,04%, le plus fort recul en une séance depuis la création de l'indice CAC-40 en 1988. Idem pour la Bourse de Londres, repassée dans le rouge vers 8h15 GMT, l'indice Footsie-100 cédant jusqu'à 1,56% à 4 517,47 points, après avoir ouvert en hausse de 1,50%. Toutefois, la Bourse de Londres repartait à la hausse mardi après-midi, dopée par l'annonce d'une nouvelle action concertée des banques centrales pour résoudre la crise des liquidités des banques et le Footsie-100 gagnait jusqu'à 3,20% à 4 735,97 points.

### Panique en Asie

Quant aux places financières d'Asie, elles ont démarré la journée

sur un vent de panique, même si la modération est peu à peu revenue dans les salles de marché. L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a ainsi brièvement plongé sous la barre des 10 000 points pour la première fois en plus de cinq ans après une chute de 5,32% en matinée, avant de réduire les pertes à -3,03% en clôture. Selon les opérateurs, c'est principalement la chute du dollar face au yen qui inquiète les investisseurs, car ce phénomène pénalise fortement les exportateurs japonais déjà affectés par le recul de la demande aux Etats-Unis.

### L'euro se déprécie face au dollar

La propagation de la crise financière en Europe amplifie en outre la chute de l'euro, qui a touché lundi un nouveau plus bas face au billet vert depuis plus de quatorze mois, à 1,3441 dollar. L'euro remontait toutefois aux alentours de 1,3540 dollar mardi vers 6h00 GMT. Un contexte marqué également par une vague de nationalisations bancaires notamment en Islande et des informations contradictoires sur le manque de liquidités en Grande-Bretagne.

### Les Européens tentent de réagir

Après le sauvetage de la banque allemande Hypo Real Estate, du bancassureur belgo-néerlandais Fortis ou la banque franco-belge Dexia, et alors qu'ils continuent d'être divisés sur la question d'un fonds paneuropéen, les pays européens tentent de réagir. Notamment en renforçant la protection des épargnants, en augmentant fortement la

garantie minimum dont ils peuvent bénéficier en cas de faillite de leur banque, dans une première réponse concrète à la crise financière qui ne cesse de se propager. Les ministres des Finances de l'Union européenne, réunis à Luxembourg, devaient annoncer hier un relèvement de cette garantie de remboursement de 20 000 à 100 000 euros. L'objectif serait avant tout de rassurer des petits épargnants de plus en plus inquiets. L'idée est aussi d'harmoniser au sein de l'UE des politiques discordantes et d'éviter une fuite des capitaux vers les banques des pays les plus généreux, alors que plusieurs pays européens ont annoncé ces derniers jours des mesures pour relever leurs garanties.

### L'injection de liquidités, la panacée

En attendant, six banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine, ont publié mardi un calendrier de leurs opérations de refinancement destinées à alimenter le circuit bancaire international en dollars jusqu'à la fin de l'année. Outre la FED, les banques centrales participant à cette action sont la Banque du Canada, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque nationale suisse. Et ce alors que le Fonds monétaire international a prôné hier dans son rapport sur «la stabilité financière mondiale» une aide des banques centrales au marché des prêts interbancaires, sous forme d'un «soutien limité et indirect».

C. B. / Agences de presse